

Communiqué de presse d'Alliance Sud du 13 avril 2021

Guère de solidarité internationale de la Suisse dans la crise du coronavirus

Les chiffres publiés aujourd'hui par le comité d'aide au développement de l'OCDE montrent que la Suisse n'a guère dépensé plus pour soutenir les pays les plus pauvres durant la crise du coronavirus. Elle reste loin de l'objectif convenu au plan international de consacrer 0,7 % de son revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD).

Même si la part du RNB que la Suisse consacre à l'APD a légèrement augmenté entre autres du fait du recul de ce revenu en 2020, plus précisément de 0,42 % à 0,48 %¹, le taux d'APD de notre pays reste largement inférieur à l'objectif de 0,7% convenu sur la scène internationale. Le taux d'APD de notre pays le met à la 9e place du classement de l'OCDE, derrière la Suède, la Norvège, le Luxembourg, le Danemark, l'Allemagne, l'Angleterre, les Pays-Bas et la France (des pays qui n'imputent pas leurs dépenses d'asile à leur APD, ou dans une bien moindre mesure).

Malgré la diminution des coûts de l'asile l'an dernier sur fond de pandémie, la Suisse reste l'un des pays utilisant le plus largement la marge de manœuvre octroyée par l'OCDE dans l'imputation des dépenses d'asile à l'APD. Si l'on soustrait les dépenses pour les requérants d'asile au cours de leur première année de séjour (des sommes comptabilisées, de manière absurde, au titre de l'aide publique au développement), le taux d'APD suisse n'est même que de 0,44 %.

« Bien que la Suisse ait légèrement augmenté ses dépenses de développement l'année dernière, ce financement reste insuffisant par rapport à l'augmentation massive des besoins », explique Kristina Lanz, spécialiste de la politique de développement auprès d'Alliance Sud.

La pauvreté et la faim augmentent de manière dramatique

En quelques mois, la crise du coronavirus a réduit à néant de nombreux progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté. La [Banque mondiale](#) estime qu'entre 88 et 115 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté en 2020 à cause de la crise du coronavirus, et qu'elles seront 150 millions de plus à la fin de cette année. Cela signifierait qu'à la fin 2021, près de 10 % de la population mondiale vivrait dans des conditions d'extrême pauvreté (avec un revenu inférieur à 1,5 dollar par jour). Si l'on applique un seuil de pauvreté légèrement plus réaliste de 5,5 dollars, près de la moitié de la population mondiale vivrait en situation de pauvreté d'ici la fin de l'année.

En parallèle, la faim dans le monde a presque doublé depuis le début de la crise. Selon le [Programme alimentaire mondial \(PAM\)](#), quelque 270 millions de personnes sont actuellement au bord de la famine. Tandis que la crise climatique continue de s'aggraver en maints endroits, plusieurs pays sont déjà menacés de faillite publique. « Si la communauté internationale veut éviter les crises économiques massives, la montée des conflits et de la fragilité, les crises migratoires ainsi que les futures pandémies, les pays riches doivent enfin fournir des ressources adaptées pour lutter contre la pauvreté et les inégalités », estime Kristina Lanz. « Figurant dans le peloton des pays les plus riches de la planète, la Suisse a une responsabilité au plan mondial dans ce domaine et ne doit pas seulement faire preuve de solidarité à l'intérieur de ses frontières ».

Pour tout complément d'information :

Kristina Lanz, responsable de la politique de développement auprès d'Alliance Sud, tél. 076 295 47 46

¹ Le taux d'APD est calculé en pourcentage du RNB, donc si ce dernier recule, ce taux augmente même si les ressources restent identiques.